

COMMUNIQUÉ

Fribourg, le 6 juillet 2022

Malgré les pénuries, l'économie fribourgeoise tient le cap Mais l'inflation et les retards de livraison pèsent sur les activités

Les entreprises fribourgeoises affichent une solide activité depuis le début de l'année, malgré les incertitudes. Les pénuries en tous genres, l'envolée des prix de l'énergie et l'inflation en général, tout comme la difficulté à embaucher rendent toutefois la gestion des affaires de plus en plus complexe.

La majorité des entreprises membres de l'Observatoire CCIF de l'économie a dû adapter ses prix à la hausse ces derniers mois et d'autres augmentations sont d'ores et déjà programmées. La rentabilité commence néanmoins à s'éroder pour une partie des sociétés. Si les perspectives pour la deuxième partie de l'année restent positives à ce stade, elles pourraient être réévaluées ces prochains mois. Bonne nouvelle sur le front des investissements, les projets sont maintenus.

Près d'un tiers (30%) des 37 entreprises qui ont participé à l'enquête menée du 10 au 20 juin 2022 par l'Observatoire CCIF de l'économie ont connu une amélioration de la marche des affaires depuis le début de l'année alors que la situation s'est détériorée pour 27%, le solde de 47% restant stable. Compte tenu de la forte reprise de 2021, cette situation dénote une activité très solide. Pour 59% des répondants, cette évolution est conforme aux attentes, 16% la jugent supérieure à ce qu'ils avaient projeté tandis que 24% sont toutefois au-dessous des prévisions.

Fin juin, seuls 16% des sondés avaient revu leurs attentes à la baisse, mais 49% indique qu'une révision reste possible ces prochains mois. Un bon quart (27%) s'en tiennent à leurs attentes et 8% ont accru leurs prévisions. Le niveau élevé d'entreprises se disant prêtes à réévaluer leurs attentes s'explique par trois problèmes qui prennent de l'ampleur ou s'inscrivent désormais dans le durée: les pénuries, l'inflation et le manque de main-d'œuvre.

Pénuries: le phénomène ne faiblit pas

Le pénuries concernent près de trois quart (72%) des membres de l'Observatoire CCIF de l'économie, qui compte des représentants des principales branches d'activité du canton. Pour la moitié d'entre eux, ce sont les métaux, le bois ou encore les alliages qui manquent à l'appel ou arrivent avec de très gros retards. 41% des répondants font état de problèmes dans la livraison de machines et appareils, 33% manquent de composants et 26% de matériaux, par exemple dans la construction. Mais les pénuries et retards couvrent une large palette de produits, allant des engrais ou aux bornes et antennes wifi.

Pour les sociétés sondées, les principales explications à ces perturbations résident dans la guerre Russie-Ukraine (73% l'évoquent), dans les problèmes de logistique (65%) et dans une demande en hausse que les fournisseurs ne sont pas en mesure de satisfaire totalement (58%). 38% des répondants estiment que les pays de fabrication sont ralentis par des mesures liées au coronavirus et 31% observent que les fournisseurs ont diminué la production.

Stocks et négociations pour s'adapter

Deux mesures principales s'imposent pour s'adapter: 69% des entreprises ont augmenté leurs stocks et 62% négocient des délais avec leurs clients. 54% des sociétés indiquent s'être tournées vers d'autres fournisseurs et 50% avoir renégocié les prix avec leur clientèle, revenant sur des contrats déjà signés. Près d'une entreprise sur cinq (19%) s'est en outre mise à produire les composants ou matériaux manquants – ou une partie – à l'interne.

La part des sociétés n'ayant pris aucune mesure ou affirmant avoir réorienté l'entreprise, ou encore licencié, reste marginale (4% chacune). Interrogés sur leur sentiment par rapport à une perspective de normalisation, 54% des sondés ne voient aucune éclaircies avant l'année prochaine et 33% s'attendent à ce cela dure encore plus longtemps, en 2024 et au-delà.

Vers une nouvelle vague d'adaptation des prix

Ces pénuries génèrent mécaniquement une forte inflation. Le phénomène avait démarré l'an dernier avec une flambée des prix du gaz et du pétrole ainsi que de l'ensemble des matières premières. Mais le phénomène touche désormais aussi l'électricité, pour les grands consommateurs qui sont sur le marché libre, ainsi qu'une très large partie de la production industrielle et du secteur de la construction.



61% des entreprises membres de l'Observatoire ont dû augmenter leurs prix, dans des proportions s'inscrivant dans une fourchette allant de 5 à 20% selon les biens, avec des hausses supérieures pour certains produits spécifiques et l'énergie. Le phénomène devrait se poursuivre puisque 72% préparent d'autres augmentations pour les mois à venir, la fourchette étant ici un peu plus contenue à ce stade, soit entre 3 et 10%. A noter que parmi les entreprises qui n'ont pas adapté leurs prix, un tiers prévoit de le faire bientôt.

L'inflation toujours plus pénalisante

L'inflation n'est pas sans conséquences. Pour un tiers des entreprises, elle est "importante et financièrement pénalisante", 6% estiment qu'elle génère des pertes et 6% font état de conséquences très importantes. Il faut toutefois relever que 44% estime que le renchérissement déploie pour l'instant des conséquences "sensibles mais gérables" et que 11% ne subissent pas d'impact ou qu'il est très limité.

Main-d'œuvre: la situation se tend encore

Sur le front de la main-d'œuvre, la situation ne se détend pas: 86% des entreprises répondantes affirment rencontrer des difficultés à recruter. Pour 44% d'entre elles, la situation s'est compliquée par rapport à 2021 tandis que 50% jugent que le phénomène est semblable à l'an dernier. Autre confirmation de tendance, le manque de personnel qualifié ne se limite pas à certaines branches, comme c'était le cas il y a encore quelques années, mais concerne presque tous les secteurs. Nouveauté, le phénomène devient désormais clairement un désavantage concurrentiel, avec un nombre croissant de sociétés affirmant devoir renoncer à des opportunités d'affaires ou devoir retarder des livraisons, faute de personnel en suffisance.

La bonne nouvelle se trouve du côté des investissements. Malgré le contexte extrêmement incertain, 71% n'ont pas réévalué à la baisse leurs projets d'investissements. Parmi les 29% qui l'ont fait, 70% les ont reportés (tout ou partie) et 50% les ont redimensionnés. Seuls 10% les ont totalement abandonnés.

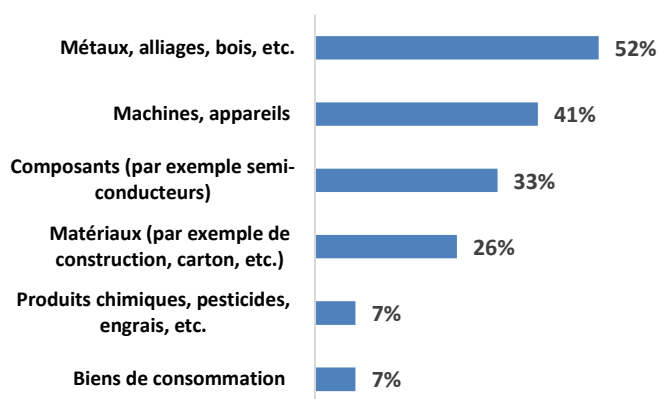
Contacts

Chantal Robin | directrice | 079 633 79 53

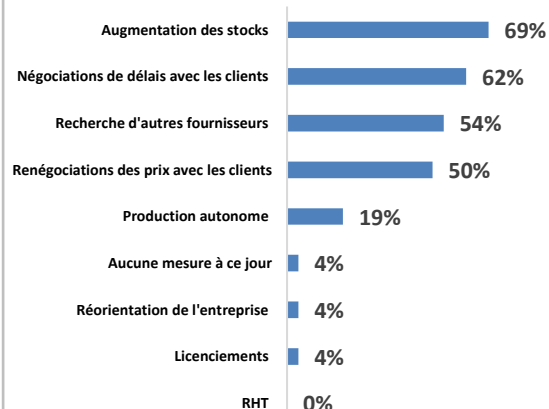
Philippe Gumy | conseiller économique | 078 739 53 83



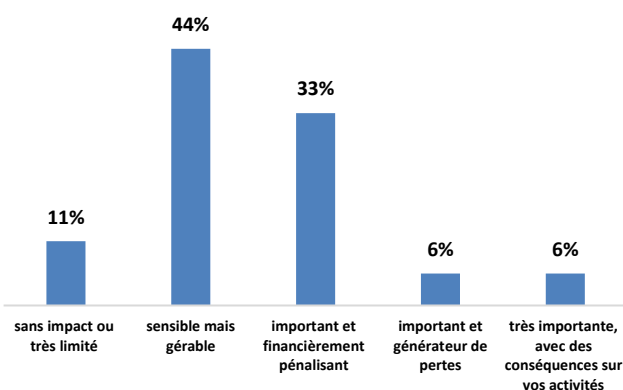
Principaux produits en rupture de stock



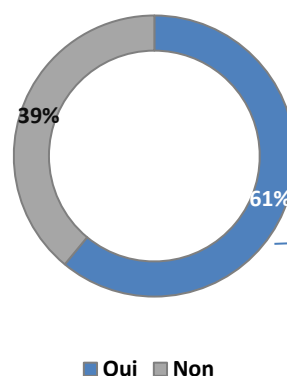
Pénuries: mesures pour s'adapter



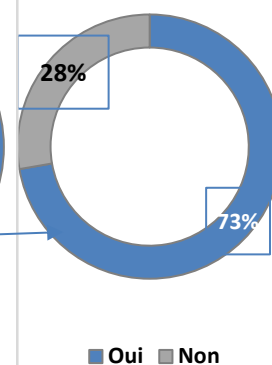
Inflation: conséquence sur l'entreprise



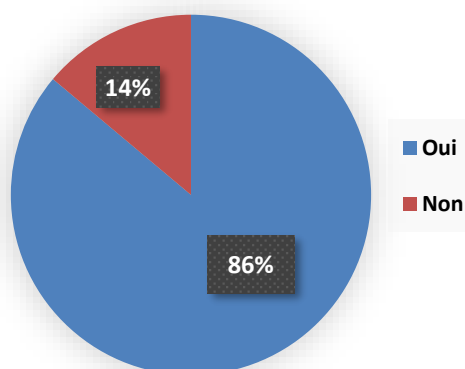
Déjà augmenté les prix?



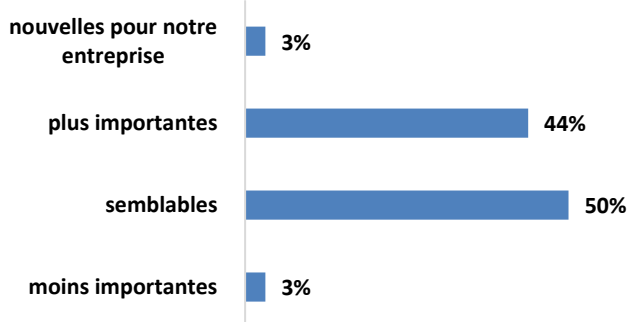
Nouvelle hausse en vue?



Difficultés de recrutement?



Par rapport à 2021, ces difficultés sont...?



Source: Observatoire CCIF de l'économie. Données basées sur un sondage en ligne réalisé auprès de 37 entreprises (67 questionnaires envoyés), représentant les principaux secteurs de l'économie cantonale. L'enquête a eu lieu du 10 au 20 juin 2022. Les résultats sont indicatifs.

